



CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL METZ-THIONVILLE

Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie

1 allée du Château – CS 45001

57085 METZ – Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de Fournitures Courantes et Services

MAINTENANCE DES TPO (Transports des Petits Objets) Pneumatiques (TELETUBE CP-Bourg et PTS TEC)

La procédure de consultation utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert européen en application de l'article R2124-2 et R2161-2 et suivants du code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : le 17 mars 2026 à 12 heures

ARTICLE 1- PARTIE CONTRACTANCE

La présente consultation a pour objet de désigner un prestataire, chargé d'assurer la prestation de Maintenance des TPO (Transports des Petits Objets) Pneumatiques (TELETUBE CP-Bourg) du **Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE**, à savoir l'Hôpital de MERCY et l'Hôpital Femme Mère Enfant de Mercy (Lot 1) & L'Hôpital Bel Air et L'Hôpital Femme Mère Enfant de Bel Air (Lot 2).

Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés. Le CHR agit ici pour son compte et est établissement support du GHT Lorraine Nord.

A ce titre, le présent marché est susceptible de voir son périmètre évoluer pour inclure les besoins des autres membres du GHT Lorraine Nord. Le cas échéant, ces évolutions feront l'objet de modifications de marchés dans le respect des conditions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les établissements membres gèrent l'exécution et les commandes de leur marché respectif et l'application des pénalités éventuelles.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION

La consultation est passée sous la forme d'Appel d'Offres ouvert, soumis aux dispositions de l'article R2124-2 et R2161-2 et suivants du code de la commande publique.

Il est conclu sans minimum et avec un montant maximum fixé à 2 fois le montant estimé retenu au marché et basé sur le montant préventif.

ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT ET DUREE DU MARCHE

3-1 – DUREE DU MARCHE

Le marché est passé à compter **de sa notification pour une durée de 12 mois, reconductible 3 fois 12 mois**. La reconduction est tacite, elle ne peut pas être refusée par le titulaire.

A l'inverse, en cas de non reconduction pour la période de 1 an suivante, le CHR la prononce et la notifie expressément au titulaire du marché avec un préavis de 2 mois avant la date anniversaire.

La non reconduction si elle est ainsi prononcée n'ouvre pas droit à indemnisation pour le titulaire.

3-2 – ALLOTISSEMENT ET ADRESSES DES ETABLISSEMENTS CONCERNES

Le marché est constitué des 2 lots suivants :

Lot 1 : Hôpital de MERCY et Hôpital Femme Mère Enfant de Mercy

Lot 2 : Hôpital Bel Air et Hôpital Femme Mère Enfant de Bel Air.

ARTICLE 4- DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées :

- l'Acte d'Engagement et ses bordereaux annexes éventuels ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières formant état des besoins et ses annexes, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services (C.C.A.G.-F.C.S.) ;
- l'offre technique et financière retenue.

ARTICLE 5- MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

5-1- CONTENU DES PRIX :

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (préparation de commande, facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Les candidats devront proposer des prix, franco de port et d'emballage et de livraison.

Les prix pour les pièces détachées sont ceux après remise accordée par le fournisseur dans son offre.

5-2 - FORME DES PRIX :

Les taux de remise catalogue pour les articles ou pièces détachées sont fixes, ces tarifs n'évoluent qu'en fonction de la mise à jour des catalogues.

Les prix préventifs, curatifs et BPU sont révisables selon le régime explicité ci-dessous :

au plus tard 1 mois avant la date anniversaire d'exécution du marché, le titulaire pourra adresser par tout moyen permettant de donner date certaine à sa réception, à la DALH (Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – Cellule marchés – 1, allée du Château – CS 45001 – 57085 METZ cedex 3) une proposition tarifaire pour les périodes annuelles suivantes :

Sur la base de la formule suivante :

$P = P_o \times (I / I_o)$ où :

P désigne le Prix révisé

Po désigne le Prix initial

I désigne le dernier indice connu au jour de la révision

I_o désigne l'indice du mois 0 : (mars 2026).

L'indice I est l'indice des salaires mensuels de base - Industries mécaniques et électriques (IME) - (NAF rév. 2 - Postes 25-26-27-28-29-30-33 du niveau A88) - Base 100 au T2 2017.

Le marché déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S. : il ne sera procédé à aucune révision de prix au cours d'une période annuelle.

ARTICLE 6- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

6-1- PENALITES POUR RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{20}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités ;
V = montant des prestations en retard hors taxe ;
R = nombre de jours de retard.

Il est dérogé à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS : il n'est fixé aucun seuil d'exonération de pénalités.

6-2- EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'absence de prestations, de retard dans les délais accordés, ou d'une prestation ayant fait l'objet d'un rejet ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à la livraison effective des produits par le tiers fournisseur.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit par la voie d'avoir ou récupérée par titre de recettes, au libre choix du responsable de l'établissement concerné.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

6-3- SURIS DE PAIEMENT

Le titulaire se verra opposé un sursis à la mise en paiement dans l'une des situations suivantes :

- **NON RESPECT DU PRIX DU MARCHE**
- **ERREUR DE QUANTITE**
- **ERREUR DE TVA**
- **PORT FACTURE NON DU**
- **ADMISSION DU MATERIEL/ DE LA PRESTATION NON PRONONCEE**
- **TAUX DE REMISE SUR ARTICLES FACTURES NON INDIQUE**
- **TARIFS APPLICABLES POUR L'ANNEE CONCERNEE NON ARRETES**

- RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE DIFFÉRENT DE CELUI PORTÉ AU MARCHÉ
- AUTRES CAS...

La mise en paiement ne pourra être reprise qu'une fois les corrections effectuées.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur devra fournir obligatoirement une attestation délivrée par sa compagnie d'assurance, justifiant de la couverture des conséquences pécuniaires de la RESPONSABILITÉ CIVILE qu'il est susceptible d'encourir à l'égard des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant en cours qu'après réception des travaux.

ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est admise pour ce marché, dans les conditions décrites par la loi n°75.1334 du 31 décembre 1975.

Aucun sous-traitant ne sera admis s'il n'a pas été préalablement agréé par le maître d'ouvrage et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

L'intégralité des dispositions contenues dans les cahiers des charges, s'imposent aux éventuels sous-traitants.

ARTICLE 9 - PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES

Les factures seront libellées à l'attention de l'établissement concerné :

Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE

Hôpital de Mercy - Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie – 1, Allée du Château - 57085 METZ cedex 3.

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.

Etablissements	N° de SIRET	Code service
CHR METZ-THIONVILLE	265.702.803.00510	MRTEC

9-1- PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€), seront établies selon les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date d'envoi de la demande de paiement.

Toute facture ne comportant pas l'ensemble des renseignements ci-dessus ne pourra être mise en paiement, et sera retournée au fournisseur pour correction.

Le paiement s'effectuera par les soins de la Trésorerie Hospitalière..

Le règlement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

9-2- DELAI DE PAIEMENT ET MODE DE REGLEMENT

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

ARTICLE 10- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 11- AVANCE FOFAITAIRE ET GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

11-1- Avance forfaitaire

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H.R. Metz-Thionville pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

11-2- Garantie à première demande

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H.R., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

11-3- Remboursement de l'avance forfaitaire

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le C.H.R Metz-Thionville procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 12- RESILIATION

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G./FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité forfaitaire de résiliation ne sera due au titulaire du marché.

ARTICLE 13- COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame l'Inspectrice des Finances
Rue des Frères Lacretelle
57070 Metz
tél. : 33 3 87 65 17 60
fax : 33 3 87 65 17 99.
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 14- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 15- DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 5.2 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 10.2 du CCAG FCS.

L'article 6.1 du cahier des clauses administratives particulières déroge aux articles 14.1. 1 et 14.1.3 du CCAG FCS.

L'article 12 du cahier des clauses administratives particulières déroge à l'article 42 du CCAG FCS.

Fait à Metz, le 9 février 2026

La Directrice des Achats, de la Logistique et de
l'Hôtellerie

Katia REBELO-SEWASTIANOW

P/10 Anne FAVI-FULCHER
